

La recherche démographique en Asie du Sud-Est

D'un geste qui veut tout embrasser, le Dr Kernial Sandhu, président du comité du SEAPRAP (Southeast Asia Population Research Award Program) résume en ces termes ce programme de bourses pour la recherche démographique: "C'est une façon, dit-il, de diffuser la bonne nouvelle".

Traditionnellement à l'avant-garde de la recherche démographique, les experts médicaux l'ont axée sur l'étude de méthodes anticonceptionnelles. Selon le Dr Sandhu, cette approche assez limitée du problème de la croissance démographique a été l'une des principales causes de l'échec partiel des programmes entrepris jusqu'à présent dans ce domaine. Le déséquilibre ainsi entraîné a constitué l'un des éléments à l'origine de la mise en place du SEAPRAP, programme qui vise à encourager la recherche dans les secteurs plus vastes qu'englobe la question de la population.

Ce programme a aussi pour but d'accroître le nombre de scientifiques asiatiques oeuvrant sur place.

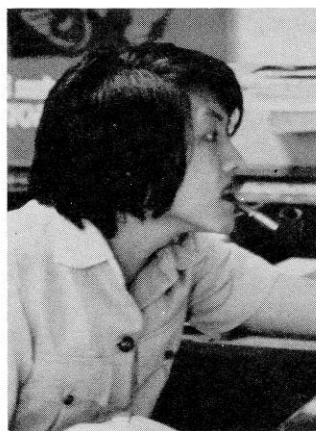
Le bilan des deux premières années de fonctionnement de ce programme est assez impressionnant: au total, 23 bourses de recherches ont été octroyées à des jeunes chercheurs — économistes, sociologues, et géographes — de cinq pays différents.

L'éventail des sujets de recherche est vaste. Il s'étend de l'étude de l'influence que peut avoir l'attitude des dirigeants locaux sur le planning familial en Malaysia à l'examen des effets de croissance démographique rapide sur les droits de propriété des terres rurales en Thaïlande.

Malgré cette diversité, certains sujets l'emportent nettement sur d'autres: aux Philippines et en Indonésie, la majeure partie des projets portent sur l'étude des facteurs psychologiques, sociaux et économiques qui interviennent dans les programmes nationaux de planning familial. En Thaïlande, on s'intéresse davantage à l'étude des mouvements migratoires et aux multiples composantes de la dynamique de la population. Ces projets sont aussi empreints d'une orientation politique.

Les membres du comité du SEAPRAP qui se sont réunis à Singapour en octobre dernier afin de discuter de l'avenir du programme ont octroyé sept nouvelles bourses. Ils ont également élaboré une politique en matière de publication qui devrait favoriser la parution, dans la langue et le pays respectif du chercheur, des résultats de recherches.

Trois boursiers nous ont fait part de leurs travaux.



"Orienter tous les programmes et toutes les politiques vers un même objectif . . ."

M. Fong Kwok Yuen, secrétaire adjoint de la Division de la planification économique qui dépend du Cabinet du Premier Ministre à Kuala Lumpur, travaille actuellement à l'élaboration d'un micro-modèle de comportement économico-démographique. Cette étude, une fois terminée, sera la première du genre en Malaysia.

Dans le deuxième plan de développement de la Malaysia, on relève, entre autres, deux efforts particuliers: accroître les revenus des familles et relever le niveau de l'emploi. Pour y parvenir, il importe que tous les programmes et toutes les politiques — y compris ceux et celles relatifs aux questions de la population — soient orientés vers ce même objectif.

Dans son micro-modèle de comportement économico-démographique, M. Fong Kwok Yuen étudie le comportement du couple sous l'angle de la production et de la consommation. La femme mariée, par exemple, a le choix de travailler à l'extérieur ou de demeurer au foyer pour s'occuper des enfants et assumer les diverses tâches ménagères. Selon M. Fong Kwok Yuen, sa décision peut fortement influencer sur le nombre d'enfants chez le couple.

Utilisant les résultats d'une enquête menée auprès de 27.000 foyers, à la suite du recensement de 1970, M. Fong Kwok Yuen, tente dans cette étude d'estimer le nombre d'enfants chez le couple et d'établir un lien entre ce chiffre et l'emploi des méthodes contraceptives. Il tient compte pour cela des différentes variables qui entrent en jeu: l'éducation, le revenu personnel, le revenu de l'époux, les conditions de logement, etc. . . .

La Malaysia espère atteindre un taux annuel de croissance démographique de 2 pour cent en 1985. M. Fong Kwok Yuen se propose donc d'examiner, par cette étude, si cet objectif est réalisable, d'identifier les obstacles éventuels et d'en déterminer la nature: sont-ils dus au niveau d'acceptation du planning familial, au genre de services offerts, ou à d'autres facteurs?

Bien qu'il s'agisse là d'une étude descriptive cherchant à établir des liens entre diverses variables, elle peut également présenter un intérêt politique. Par exemple, s'il peut être démontré que les familles nombreuses sont généralement les plus pauvres, les responsables pourraient bien conclure à la nécessité d'assurer des services de planning familial moins coûteux.

Elle pourrait encore contribuer à démontrer — s'il est tenu compte du facteur de l'éducation — que la relation inverse constatée actuellement entre le revenu et le nombre d'enfants est plutôt une relation inverse entre l'éducation et le nombre d'enfants.

Or, M. Fong Kwok Yuen estime que si l'éducation est un facteur décisif pour le contrôle de la croissance démographique, il importe que lui soit accordée dans les programmes une place au moins égale à celles qu'occupent les autres variables.



“Un problème à aborder avec délicatesse . . .”

Mme Pavaala Gopinathan travaille depuis cinq ans comme assistante sociale auprès des familles de langue tamile de Singapour. Son étude consiste à examiner dans quelle mesure le degré d'aide apportée à ces familles peut influencer sur leur attitude à l'égard du planning familial.

Pour ceci, elle a sélectionné 80 familles, réparties en trois groupes: un premier groupe auquel elle apporte une aide intense, intervenant dans tous les secteurs de la vie quotidienne des gens qu'elle prend littéralement par la main, leur indiquant ce qu'ils doivent faire, leur montrant comment s'y prendre, enfin les aidant à s'organiser de façon à ce qu'ils aient suffisamment de temps pour fréquenter régulièrement les services de planning familial.

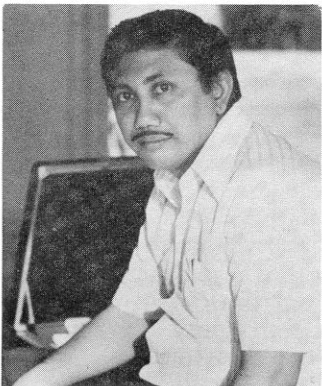
Un second groupe auquel elle se contente de prodiguer seulement quelques conseils et d'indiquer aux gens où ils doivent s'adresser pour tel ou tel service. Enfin un troisième groupe qu'elle laisse entièrement à lui-même.

Pour Mme Gopinathan, le planning familial est une question très personnelle. Il n'est pas question de colporter des contraceptifs de porte en porte: le gens les achètent tout comme ils achèteraient une boîte de savonnets, pour se débarrasser de l'importun, et les jettent ensuite à la poubelle, faussant par là les statistiques.

Les familles défavorisées sont difficiles à convaincre et restent indifférentes aux diverses mesures de dissuasion mises en oeuvre par le gouvernement. Le planning familial est une question très personnelle qui doit être abordée avec beaucoup de délicatesse et c'est l'un des points que veut démontrer Mme Gopinathan dans son étude dont les premiers résultats révèlent un changement d'attitude chez les deux premiers groupes tandis que le troisième n'évolue pas.

Ces familles ont surtout besoin d'être plus amplement renseignées sur le programme. Or personne n'est vraiment capable de les aider. Les infirmières parlent rarement le tamile et le médecin ne voit dans le planning familial que l'aspect médical et non les aspects social et personnel.

Mme Gopinathan rencontre elle-même certaines difficultés et n'aborde la question du planning familial avec ces familles que progressivement, après leur avoir fait sentir que ce qui l'intéresse, elle, n'est pas tant de limiter la taille de leur famille, mais de leur assurer un plus grand bien-être.



“Il faut s'efforcer dès à présent d'abaisser ce taux de croissance démographique . . .”

M. Agus Salim, directeur de la recherche démographique à l'Université Syiah Kuala à Banda Aceh, en Indonésie, réunit actuellement les résultats d'une enquête effectuée auprès des habitants de trois villages isolés de la province d'Aceh et portant sur la fécondité, les naissances et l'emploi des méthodes contraceptives.

Selon M. Salim, peu de gens sont au courant de ce programme qui fonctionne pourtant à Aceh depuis le mois d'avril 1974. Afin de démontrer aux responsables du programme l'attitude de la population à l'égard du planning familial, M. Salim a sélectionné pour son enquête 3 villages situés dans la région d'Aceh Utara: un village agricole, un village de pêche, un “village d'exploitation mixte” c'est-à-dire à la fois agricole et de pêche.

En juin, il s'est rendu en compagnie de dix enquêtrices — toutes étudiantes — au “village d'exploitation mixte” de Lho'Seumawe. Au début, les villageois les accueillirent avec une certaine méfiance et ce n'est qu'après avoir demandé au chef du village de les accompagner lors de leurs entrevues que les habitants acceptèrent de répondre à leurs questions. Ces dernières portaient sur la fécondité, le mariage, le divorce, la mortalité et autres sujets comme la consommation alimentaire, la

situation de l'emploi et les contacts avec l'extérieur. M. Salim et son équipe ont passé en tout 15 jours au village.

Dans le village de pêche, la plupart des gens se déclarèrent opposés à ce programme qui, selon eux, allait à l'encontre des principes de la religion islamique. C'est, en tous cas, le prétexte qu'ils invoquèrent pour ne pas employer de méthodes contraceptives. Toutefois, d'après M. Salim, et les résultats de son enquête tendent à le prouver, ce n'était pas tant par conviction religieuse, mais plutôt en raison d'un manque d'information, ces gens ne lisant ni journaux, ni revues et n'ayant pas les moyens de s'offrir un poste de radio. Ainsi, une fois qu'ils furent mieux renseignés sur le planning familial, 26 pour cent des gens répondirent affirmativement à la question de savoir si, à l'avenir, ils emploieraient des méthodes contraceptives.

Dans le village d'exploitation agricole, environ la moitié de la population était au courant du programme et l'approuvait. A noter que dans le “village d'exploitation mixte,” environ 72 pour cent des gens en étaient informés.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les gens mêmes qui approuvaient le planning familial espéraient avoir plus de cinq ou six enfants. Une telle attitude de leur part pourrait bien être due à ce qu'ils ne comprennent pas réellement l'objectif du programme national.

A Aceh, beaucoup de gens estiment que le planning familial n'est pas encore nécessaire étant donné que la population ne compte que deux millions d'individus et que le taux annuel de croissance démographique est seulement de 2,1 pour cent. Cependant, M. Salim estime qu'il faut s'efforcer dès à présent d'abaisser ce taux: “Vu les plus grandes possibilités d'éducation, déclare-t-il, beaucoup de jeunes gens ruraux sont attirés vers les villes. Or, une fois leurs études terminées, ces jeunes ont du mal à trouver un emploi et ceci accentue le problème du chômage déjà existant. Qu'advient-il alors si l'on ne parvient pas dès maintenant à abaisser ou à fixer le taux annuel de croissance démographique à 2 pour cent?”